

N° 4464⁷

CHAMBRE DES DEPUTES

Session ordinaire 2000-2001

PROJET DE LOI

portant

- création et organisation de la profession de géomètre officiel
- création d'un ordre luxembourgeois des géomètres
- modification de la loi modifiée du 21 juin 1973 portant organisation du cadastre et de la topographie
- modification de la loi du 19 mars 1988 sur la publicité foncière en matière de copropriété

* * *

AVIS COMPLEMENTAIRE DU CONSEIL D'ETAT

(19.6.2001)

Par dépêche du 21 août 1998, le Premier Ministre, Ministre d'Etat, a saisi pour avis le Conseil d'Etat d'un projet de loi portant

- création et organisation de la profession de géomètre officiel;
- création d'un ordre luxembourgeois des géomètres;
- modification de la loi modifiée du 21 juin 1973 portant organisation du cadastre et de la topographie;
- modification de la loi du 19 mars 1988 sur la publicité foncière en matière de copropriété.

Ce projet était accompagné d'un exposé des motifs et d'un commentaire des articles.

Le 28 octobre 1998, le Conseil d'Etat fut saisi de l'avis de la Chambre d'agriculture et le 24 novembre 1998, de l'avis de la Chambre des fonctionnaires et employés publics. Le 5 février 1999, le Conseil d'Etat fut saisi de l'avis de la Chambre de commerce. En date du 1er juin 1999, l'avis de la Chambre des métiers est encore parvenu au Conseil d'Etat.

En date du 9 mars 1999, le Conseil d'Etat émit un premier avis partiel, qui portait uniquement sur la partie IV du projet de loi.

*

CONSIDERATIONS GENERALES

Il est rappelé que la première partie vise à créer et à organiser la profession de géomètre officiel, la deuxième porte création d'un ordre luxembourgeois des géomètres et la troisième a pour objet de modifier la loi modifiée du 21 juin 1973 portant organisation de l'administration du cadastre et de la topographie. Quant à la quatrième partie, qui avait pour objet de modifier la loi du 19 mars 1998 sur la publicité foncière en matière de copropriété, elle a été évacuée par la loi du 25 mars 1999. Il y a par conséquent lieu de supprimer le 4e tiret de l'intitulé du projet de loi.

*

Presque l'entièreté des géomètres diplômés et agréés par l'Etat, qui travaillent actuellement au Luxembourg, le font soit en tant que fonctionnaires auprès de l'Administration du cadastre et de la topographie, soit auprès d'une autre administration étatique ou communale, soit auprès de la Société nationale des chemins de fer luxembourgeois. Seuls quelques géomètres travaillent auprès de bureaux d'études.

Le projet de loi tend à libéraliser l'exercice de la profession de géomètre au Grand-Duché de Luxembourg, alors que pour l'instant seuls les géomètres diplômés et agréés par l'Etat ont qualité pour procéder aux opérations techniques ou études relatives aux limites des superficies des biens fonciers lorsque ces opérations ont pour but l'établissement de constats, procès-verbaux, plans de bornage et autres plans destinés à être annexés à des actes authentiques, judiciaires ou administratifs.

Seule l'exécution matérielle des projets de remembrement peut actuellement être confiée, sur autorisation du ministre du ressort, par l'Office national de remembrement à des organismes et bureaux privés.

Ce fait a mené à une situation qui rendait et rend toujours les délais de traitement des demandes très longs, voire inacceptables. Pour cette raison, le Gouvernement veut mettre un terme à cette situation en autorisant, à côté des actuels géomètres diplômés et agréés par l'Etat, d'autres géomètres pouvant exercer les fonctions à titre indépendant, tout en restant soumis au contrôle de l'administration, qui demeurera garante de l'exactitude juridique et de l'homogénéité de la documentation cadastrale du territoire.

Ainsi, la *première partie* du projet de loi a pour objet de créer et d'organiser la profession de géomètre officiel.

Le Conseil d'Etat peut rejoindre les auteurs du projet dans leur intention de libéraliser la profession tout en la réglementant, alors qu'elle assume une mission publique, alors que l'Administration du cadastre et de la topographie est dépositaire des plans et documents ainsi que chargée de la surveillance des travaux.

La *deuxième partie* du projet de loi vise la création d'un ordre luxembourgeois des géomètres.

Il faut d'abord constater que le texte des deux parties est très confus et incohérent quant à sa structure et quant à la répartition des pouvoirs de contrôle et de surveillance ainsi que quant aux sanctions disciplinaires.

Si la question de la création et de l'organisation de la profession de géomètre officiel ne fait pas de difficultés, il en est autrement de la création d'un ordre luxembourgeois des géomètres, alors qu'un ordre professionnel devrait être par essence un regroupement de personnes qualifiées exerçant une profession réglementée à titre libéral. Or, force est de constater que, pour l'instant du moins, les géomètres sont avant tout des fonctionnaires publics ou assimilés ainsi que des salariés de bureaux d'études.

D'après le projet de loi, l'accès à la profession, la surveillance et le contrôle, tout comme la sanction disciplinaire, dépendent du ministre ayant l'Administration du cadastre et de la topographie dans ses attributions pour tous les géomètres officiels, des autorités compétentes pour les fonctionnaires publics, et du conseil disciplinaire et administratif pour tous les géomètres établis au Grand-Duché de Luxembourg, qu'ils soient officiels ou non.

Une telle réglementation est contraire à l'essence même d'un ordre professionnel et le Conseil d'Etat proposera d'abandonner l'idée de la création d'un ordre, tout en maintenant la libéralisation et la réorganisation de la profession de géomètre.

La création éventuelle d'un ordre luxembourgeois des géomètres n'aurait d'utilité que si, à côté des géomètres fonctionnaires et salariés, il y avait encore nécessité et possibilité d'organiser un tel ordre, notamment en raison d'un nombre important de géomètres exerçant la profession à titre libéral. Or pour l'instant, les chiffres connus ne dénombrent sur 38 ingénieurs-géomètres diplômés répertoriés que 8 qui ne sont pas fonctionnaires publics ou assimilés, les autres étant à une seule exception près salariés du secteur privé.

Toujours est-il que la réorganisation de la profession de géomètre officiel s'impose et que dans cette perspective il y a lieu de remanier le texte soumis pour avis au Conseil d'Etat.

Ainsi le Conseil d'Etat est-il d'avis que la définition de la profession de géomètre devrait constituer le premier article du projet de loi, et que ce n'est qu'après cette définition et la description du champ d'activités du géomètre que l'on pourra logiquement organiser la profession tant en ce qui concerne son accès que son exercice.

Ensuite, il faudra se poser des questions quant au droit disciplinaire du ministre ayant l'Administration du cadastre et de la topographie dans ses attributions tant à l'égard des fonctionnaires et employés publics qu'à celui des géomètres exerçant la profession à titre libéral ou en tant que salariés du secteur privé ou parastatal.

En ce qui concerne l'autorisation d'établissement, elle relève, d'après l'article 23 du projet, des dispositions de la loi du 28 décembre 1988 réglementant l'accès aux professions d'artisan, de commerçant, d'industriel ainsi qu'à certaines professions libérales lorsque les activités de géomètre sont exercées à titre indépendant. Il y aurait donc lieu de modifier également cette loi aux fins d'ajouter notamment dans son article 19 des dispositions concernant la qualification professionnelle des géomètres, à l'instar de celle des architectes, des ingénieurs et des conseils en propriété industrielle. En conséquence, il conviendrait d'en tenir également compte dans l'intitulé du projet de loi.

A ce point il faut faire la distinction entre la profession de géomètre et celle de géomètre officiel. Tandis que la profession de géomètre est une profession libérale sans caractère officiel, la nouvelle profession à créer aura ce caractère officiel et une réglementation plus stricte l'organise tant en ce qui concerne son accès que son exercice.

Il faudra, du moins pour les géomètres officiels qui ne pourront profiter des dispositions transitoires, passer nécessairement par l'étape de géomètre avant de pouvoir accéder à celle de géomètre officiel.

La profession de géomètre continuera ainsi à exister à côté de celle à caractère officiel. Il y a lieu par conséquent de prévoir une autorisation ministérielle à délivrer par le ministre ayant dans ses attributions les autorisations d'établissement. Comme ce ministre a le pouvoir de retirer son autorisation d'établissement et comme le ministre ayant l'Administration du cadastre et de la topographie dans ses attributions possède un pouvoir disciplinaire sur les géomètres officiels, il faudra distinguer entre ces deux pouvoirs qui ne s'appliqueront que partiellement aux deux professions.

Scission du projet en deux projets de loi distincts

Le Conseil d'Etat estime que le projet de loi sous avis devrait être scindé en deux projets distincts, alors que la première et la deuxième parties n'ont aucun lien direct avec la *troisième partie*. Le premier projet de loi concernerait les professions de géomètre et de géomètre officiel, alors que le deuxième projet de loi remplacerait la loi modifiée du 21 juin 1973 portant organisation de l'administration du cadastre et de la topographie.

Il y aurait alors lieu de supprimer à l'intitulé du premier projet le 3e tiret relatif à la loi du 21 juin 1973. Il y a en outre lieu de supprimer les 2e et 4e tirets de l'intitulé tout en ajoutant un nouveau tiret quant à la modification de la loi modifiée du 28 décembre 1988 réglementant l'accès aux professions d'artisan, de commerçant, d'industriel ainsi qu'à certaines professions libérales.

Le Conseil d'Etat propose enfin d'organiser d'abord la profession de géomètre, avant d'organiser plus spécialement celle de géomètre officiel.

Il propose de remanier la structure du projet de loi initial de la façon suivante:

*Projet de loi portant création et réglementation des professions
de géomètre et de géomètre officiel*

<i>Articles selon Conseil d'Etat</i>	<i>Articles selon texte gouvernemental</i>
Partie I: Création et réglementation des professions de géomètre et de géomètre officiel	
<i>Section I: Des géomètres</i>	
Art. 1er	Art. 21
Art. 2 (nouveau)	—
Art. 3 (nouveau)	—
Art. 4	Art. 24
<i>Section II: Des géomètres officiels</i>	
Art. 5	Art. 1er
Art. 6	Art. 4
Art. 7	Art. 5
Art. 8	Art. 6
Art. 9	Art. 7
Art. 10	Art. 8
Art. 11	Art. 9
Art. 12	Art. 10
Art. 13	Art. 11
Art. 14	Art. 12
Art. 15	Art. 13
Art. 16	Art. 14
Art. 17	Art. 15
Art. 18	Art. 16
Art. 19	Art. 17
Art. 20	Art. 20
	Art. 3
Partie II: Modification de la loi du 28 décembre 1988	
Art. 21	Art. 25, alinéa 2

à supprimer: Art. 2, 18, 19, 22 , 23 et 25 (alinéas 1 et 3) à 62.

*Projet de loi portant réorganisation de l'Administration du cadastre
et de la topographie*

<i>Articles selon Conseil d'Etat</i>	<i>Articles selon texte gouvernemental</i>
Art. 1er	(Art. 63) 1er
Art. 2	(Art. 63) 2
Art. 3	(Art. 63) 3
Art. 4	(Art. 63) 4
Art. 5	(Art. 63) 5
Art. 6	(Art. 63) 6
Art. 7	(Art. 63) 7
Art. 8	(Art. 63) 8
Art. 9	(Art. 63) 9
Art. 10	(Art. 65) 11
Art. 11 (= Loi de 1973, Art. 12)	—
Art. 12	(Art. 66) 13
Art. 13	(Art. 66) 14
Art. 14	(Art. 66) 15
Art. 15	(Art. 66) 16
Art. 16	(Art. 66) 17
Art. 17 (= Loi de 1973, Art. 18)	—
Art. 18 (= Loi de 1973, Art. 19)	—
Art. 19 (nouveau)	—
Art. 20 (nouveau)	—

à supprimer: Art. 64, 67 à 69 du texte gouvernemental, ainsi que les phrases introductives des Art. 63, 65 et 66.

*

1. PROJET DE LOI
portant création et réglementation des professions
de géomètre et de géomètre officiel

PARTIE I

Création et réglementation des professions de géomètre et de géomètre officiel

Section I: Des géomètres

Article 21 (1er selon le Conseil d'Etat)

Le Conseil d'Etat propose d'avancer l'article 21, qui définit la profession et sa mission, en tête du projet avant de définir dans une deuxième section le champ d'activités du géomètre officiel et d'y décrire la mission pour laquelle il a l'exclusivité.

L'article 21 du projet de loi devient par conséquent l'article 1er selon le Conseil d'Etat.

Le Conseil d'Etat n'a pas d'observation à faire quant à cet article, sauf que le dernier alinéa est à supprimer, alors qu'il est superfluetatoire. Il est évident que tout un chacun doit respecter les dispositions légales et réglementaires qui le concernent et que tout professionnel doit tenir compte des considérations d'ordre économique, social et environnemental touchant l'affaire qu'il a à traiter.

Articles 2 et 3 (selon le Conseil d'Etat)

Le Conseil d'Etat propose ensuite de reprendre, tout en les adaptant, deux articles de la loi du 3 décembre 1989 portant organisation des professions d'architecte et d'ingénieur-conseil pour imposer l'indépendance de la profession et régler son accès:

„**Art. 2.** La profession de géomètre est incompatible avec toute activité de nature à porter atteinte à l'indépendance professionnelle de son titulaire. Le géomètre ne peut occuper un emploi salarié que sous réserve des dispositions de l'article 3.

Art. 3. Pour pouvoir exercer la profession de géomètre, il faut être détenteur d'une autorisation délivrée par le ministre ayant les autorisations d'établissement dans ses attributions. Sans préjudice des dispositions de l'article 14, al. 2 de la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'Etat et de la loi du 24 décembre 1985 fixant le statut général des fonctionnaires communaux, les dispositions de l'article 2 sont inapplicables aux géomètres exerçant leur activité en qualité de fonctionnaires publics ou en qualité de salariés d'une personne physique ou morale détentrice d'un agrément gouvernemental, conformément aux articles 5 et 19, (1) a), b), c) et (2) de la loi modifiée du 28 décembre 1988 réglementant l'accès aux professions d'artisan, de commerçant, d'industriel ainsi qu'à certaines professions libérales, à condition que ces fonctionnaires et salariés n'exercent leur activité qu'au service respectivement des administrations et des collectivités publiques et des employeurs au service desquels ils sont engagés.“

Ainsi, le caractère indépendant de la profession de géomètre est souligné tout en autorisant l'exercice de la profession sous le statut de la fonction publique ou de salarié en général.

Par la reprise du texte de l'article 3 de la loi précitée du 3 décembre 1989 portant organisation des professions d'architecte et d'ingénieur-conseil et l'ajout des dispositions de l'article 19(1), c) à formuler plus loin, le Conseil d'Etat estime que les géomètres pourront se regrouper entre eux, mais aussi ensemble avec des architectes et ingénieurs-conseils.

Article 24 (4 selon le Conseil d'Etat)

Compte tenu de la proposition de suppression de l'actuelle partie II à l'exception des articles 21 et 24, il y a lieu d'indiquer dans cette section les dispositions de l'article 24 qui accordent tant aux géomètres qu'aux géomètres officiels certaines attributions exclusives. Le texte est cependant à adapter en conséquence.

Le Conseil d'Etat propose de remplacer le mot „approbation“, qui lui semble impropre, par celui d'„autorisation“, alors que les activités énumérées par après demandent toutes une autorisation administrative et non pas une simple approbation.

L'article 4 (selon le Conseil d'Etat) se lirait dès lors de la façon suivante:

„**Art. 4.** Sans préjudice des attributions réservées aux géomètres officiels, doivent être signés par un géomètre ou géomètre officiel tout plan de situation résultant du mesurage, tout plan coté et tout constat soumis à des instances officielles, lorsque ces plans ou constats sont demandés en vue de l'octroi d'une autorisation administrative.

Sont réservées aux géomètres et géomètres officiels:

- 1° la certification et l'homologation des travaux suivants:
 - a) l'étalonnage et le calibrage d'instruments géodésiques,
 - b) l'établissement de réseaux géodésiques en partant des réseaux géodésiques nationaux,
 - c) le contrôle géodésique des ouvrages d'art et des installations industrielles ou sportives,
 - d) le contrôle officiel d'implantation de toute nature dans les trois dimensions selon les autorisations administratives,
 - e) la pesée géométrique et la détermination géométrique de volumes;
- 2° la création, la gestion et la modification de toute donnée géométrique et de ses attributs, destinée à être intégrée dans un système d'informations géographiques officiel;
- 3° la conception et la direction des projets photogrammétriques.“

Section II: Des géomètres officiels

Article 1er (5 selon le Conseil d'Etat)

Cet article institue le nouveau titre de géomètre officiel et précise en même temps que la profession peut être exercée tant à titre indépendant que comme fonctionnaire ou assimilé. Il faudrait y ajouter encore les employés publics. Comme le Conseil d'Etat vient de proposer dans les articles 2 et 3 les

conditions d'indépendance et l'exercice de la profession en général tant comme salarié que comme indépendant, la deuxième phrase est à supprimer.

Article 2

Le Conseil d'Etat propose de supprimer cet article en raison de ses développements ci-avant.

Article 3

L'article 3 constitue une disposition transitoire et devra être intégré dans l'article 20.

Article 4 (6 selon le Conseil d'Etat)

Cet article définit les conditions supplémentaires que doit remplir un géomètre officiel par rapport à un géomètre.

Pour rendre la lecture de cet article plus facile, il est proposé de remplacer les tirets par des lettres minuscules.

En raison des développements exposés dans les considérations générales, il est proposé de supprimer le bout de phrase entre virgules et de rédiger le début du paragraphe 1er de la façon suivante:

„(1) Peuvent obtenir le titre de géomètre officiel les géomètres qui remplissent les conditions suivantes:“

La condition d'âge, soit 25 ans révolus, est à supprimer d'après le Conseil d'Etat, car il est difficilement imaginable qu'après les études et le stage prescrits, le candidat soit plus jeune, de plus cette condition n'ajoute rien à la qualité de géomètre officiel.

Le deuxième tiret devient donc le point a).

Quant aux conditions supplémentaires des 3e et 4e tirets, le Conseil d'Etat est d'avis que ces dispositions peuvent également être supprimées, car elles constituent de toute façon des conditions tant pour l'accès à la fonction publique que pour l'obtention de l'autorisation d'établissement conformément à l'article 3, alinéa 1, de la loi modifiée du 28 décembre 1988.

Quant à la dernière condition figurant au cinquième tiret (point b) selon le Conseil d'Etat), le Conseil d'Etat se pose la question de la raison d'être de deux examens, à savoir celui prévu par le paragraphe 2 et celui prévu en fin de stage de la carrière supérieure institué par la loi organique de l'Administration du cadastre et de la topographie. Un seul et même examen devrait être suffisant. L'accès à la fonction publique est de toute façon réglementé par des textes spécifiques. Le Conseil d'Etat propose par conséquent de supprimer la référence à cet examen de fin de stage de la carrière supérieure, de même que le paragraphe 3 de l'article 17 de la partie III (art. 16 selon le Conseil d'Etat du projet de loi portant réorganisation de l'Administration du cadastre et de la topographie), ainsi que d'omettre la référence aux mesures transitoires qui seront réglées dans un article y relatif.

La condition des connaissances linguistiques des derniers alinéas des paragraphes 2 et 3 est à supprimer, alors qu'elle constitue une restriction au libre exercice d'une profession libérale. Si le géomètre est fonctionnaire public ou employé public, il appartient de réglementer la matière dans la législation concernant la fonction publique. Le Conseil d'Etat se réfère aux développements exhaustifs relatifs à la question des langues dans ses avis sur le projet de loi devenu la loi du 29 avril 1983 concernant l'exercice des professions de médecin, médecin-dentiste et médecin vétérinaire (*Doc. parl. No 2382*^{3, 5, 6 et 7}) et propose de reprendre l'article 6(2) de cette loi en l'adaptant de la façon suivante,

– en guise d'alinéa 4 du paragraphe 2:

„Les candidats doivent en outre posséder les connaissances linguistiques nécessaires à l'exercice de leur profession au Luxembourg. Ils engagent leur responsabilité professionnelle, civile et pénale si, par suite d'une insuffisance de ces connaissances, ils commettent une erreur dans l'exercice de leur profession ou font commettre une erreur à d'autres dans l'exercice de leur profession.“

– en guise d'alinéa 3 du paragraphe 3:

„Ces personnes doivent en outre posséder les connaissances linguistiques nécessaires à l'exercice de leur profession au Luxembourg. Elles engagent leur responsabilité professionnelle, civile et pénale si, par suite d'une insuffisance de ces connaissances, elles commettent une erreur

dans l'exercice de leur profession ou font commettre une erreur à d'autres dans l'exercice de leur profession."

Article 5 (7 selon le Conseil d'Etat)

D'après les auteurs du texte, le géomètre officiel peut exercer ses fonctions à titre indépendant, tout en restant soumis au contrôle de l'administration qui demeurera garante de l'exactitude juridique et de l'homogénéité de la documentation cadastrale du territoire. Le titre de géomètre officiel est décerné par le ministre ayant dans ses attributions l'Administration du cadastre et de la topographie et il s'impose par conséquent que le serment soit prêté entre ses mains.

Le Conseil d'Etat propose de supprimer le deuxième alinéa de l'article 5. D'après les auteurs du texte, il s'agit de libéraliser l'exercice de la profession de géomètre et d'offrir aux candidats-géomètres un avenir professionnel, alors que l'Administration du cadastre et de la topographie ne connaît que très peu de vacances de postes. Les auteurs du projet relèvent encore que „l'abolition de l'exclusivité des attributions du cadastre dans le domaine des mesurages officiels traitant la fixation des limites et des surfaces, favorisera dans les années à venir la création de bureaux de géomètres officiels travaillant à leur propre compte". Il est par conséquent illogique de prévoir une disposition permettant de limiter le nombre des professionnels. Une telle limitation par voie de règlement grand-ducal serait d'ailleurs contraire à la liberté du commerce, de l'industrie et de l'exercice de la profession libérale consacrée par l'article 11(6) de la Constitution. Le Conseil d'Etat doit par conséquent émettre une opposition formelle à l'égard de la disposition visée.

Article 6 (8 selon le Conseil d'Etat)

Le Conseil d'Etat propose de prévoir que le dépôt de la signature soit fait uniquement auprès du ministre ayant l'Administration du cadastre et de la topographie dans ses attributions, alors que c'est lui qui exerce l'autorité sur le géomètre officiel, lui décerne le titre et reçoit son serment.

Cet article se lirait dès lors de la façon suivante:

„Art. 8. Le géomètre officiel est obligé de déposer sa signature auprès du ministre ayant l'Administration du cadastre et de la topographie dans ses attributions et ne peut changer sa signature sans en avoir donné connaissance à celui-ci."

Article 7 (9 selon le Conseil d'Etat)

Cet article définit la mission qui est réservée en exclusivité aux géomètres. Le texte proposé est cependant répétitif. Le Conseil d'Etat propose de supprimer la deuxième phrase du premier alinéa, car elle n'ajoute rien à la première.

Article 8 (10 selon le Conseil d'Etat)

Le Conseil d'Etat propose de supprimer le premier tiret, car les titres ne survivent pas aux personnes détentrices. Le terme „démission" du 3e tiret est à remplacer par celui de „renonciation".

Cet article se lirait comme suit:

„Art. 10. Le titre de géomètre officiel se perd au moment:

- du dépassement de la limite d'âge de 72 ans;
- de la renonciation;
- de l'interdiction d'exercer la profession conformément à l'article 14, point 2 de la présente loi.

La perte du titre emporte la radiation d'office du tableau des géomètres officiels."

Article 9 (11 selon le Conseil d'Etat)

Cet article impose à tout géomètre officiel de se conformer aux lois, règlements et directives de l'Administration du cadastre et de la topographie.

Le Conseil d'Etat propose de supprimer à l'alinéa 1er les mots „lois, règlements et", alors qu'il est superfétatoire d'imposer à une personne le respect des lois et règlements.

Quant au respect des directives, le Conseil d'Etat comprend le souci de l'administration pour une uniformisation du traitement des dossiers. Il peut marquer son accord avec le terme proposé, si ces directives ne concernent que la mise en œuvre des dossiers pour des raisons strictement pratiques, à

l'exclusion de toute règle normative. Si une réglementation normative plus spécifique devait s'imposer, il y aurait lieu d'y pourvoir par règlement grand-ducal. Il convient donc de supprimer encore au même alinéa le bout de phrase: „qui déterminent les devoirs que l'exercice de ses fonctions lui impose“.

Le point 1 du 3^e alinéa est contraire au statut des fonctionnaires et agents publics ainsi qu'au droit du travail, alors que la responsabilité civile de l'acte professionnel du salarié est assumée par son employeur et le dernier alinéa du projet de loi n'y change rien.

La loi du 1^{er} septembre 1988 relative à la responsabilité civile de l'Etat et des collectivités publiques notamment régit celle de l'Etat, de ses administrations et de son personnel.

L'engagement de la responsabilité personnelle de celui qui pose un acte professionnel est de règle, sous réserve de dispositions contraires. Le point 1 ne s'appliquera par conséquent ni aux fonctionnaires ni aux autres salariés, mais à tous ceux qui exercent la profession à titre indépendant.

Le Conseil d'Etat se pose aussi la question concernant le secret professionnel par rapport aux tiers (point 2). Le géomètre n'est pas un confident nécessaire et le résultat de ses travaux est reporté dans des registres et plans officiels qui ne sont couverts par aucun secret spécial.

D'ailleurs, son intervention sur le terrain ne peut guère passer inaperçue, ceci d'autant plus qu'une partie de son activité concerne le bornage par rapport à d'autres propriétés, ce qui entraîne nécessairement l'intervention des tiers ou du moins leur information.

Le point 2 du 3^e alinéa est donc à supprimer, de même que le point 4 en raison des développements contenus dans les considérations générales.

Article 10 (12 selon le Conseil d'Etat)

Sans observation.

Article 11 (13 selon le Conseil d'Etat)

L'article 11 accorde au ministre ayant l'Administration du cadastre et de la topographie dans ses attributions un pouvoir disciplinaire à l'égard des géomètres officiels.

Même si ce pouvoir est accordé audit ministre sans préjudice des dispositions spéciales relatives à la discipline de la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'Etat et de la loi modifiée du 24 décembre 1985 fixant le statut général des fonctionnaires communaux, il reste malgré tout que les géomètres officiels indépendants sont justiciables du point de vue disciplinaire de deux instances.

Outre le fait que les géomètres officiels relèvent de l'autorité disciplinaire du ministre ayant l'Administration du cadastre et de la topographie dans ses attributions, tous les géomètres, qu'ils soient officiels ou non, relèvent encore de l'autorité du ministre ayant les autorisations d'établissement dans ses attributions s'ils exercent leur profession dans le secteur privé, alors que ceux qui sont fonctionnaires ou assimilés sont aussi soumis à l'autorité disciplinaire du supérieur hiérarchique selon la distinction de la loi.

Même si, pour une grande partie des géomètres officiels, il s'agit du ministre ayant l'Administration du cadastre et de la topographie dans ses attributions, les géomètres officiels peuvent relever d'autorités disciplinaires différentes et les mêmes faits peuvent alors éventuellement être appréciés de façon différente suivant que c'est l'un ou l'autre ministre qui y statue.

Il faudrait donc limiter le pouvoir du ministre ayant l'Administration du cadastre et de la topographie dans ses attributions aux seules fautes commises dans l'exercice des domaines professionnels énumérés à l'article 7 (9 selon le Conseil d'Etat). Le ministre serait appelé à statuer uniquement sur les points 1 et 2.

Le Conseil d'Etat propose de supprimer le point 3 qui relève de la compétence du ministre ayant les autorisations d'établissement dans ses attributions ou du supérieur hiérarchique selon la distinction de la loi.

Article 12 (14 selon le Conseil d'Etat)

L'alinéa 1^{er} de l'article 12 énumère les peines disciplinaires qui sont de la compétence du ministre ayant l'Administration du cadastre et de la topographie dans ses attributions. Ces peines concernent uniquement les géomètres officiels.

L'alinéa 2 de l'article dispose que les décisions disciplinaires prennent effet à partir de la notification de la décision, ce qui veut dire que le recours devant le tribunal administratif statuant comme juge du

fond ne serait pas suspensif. Comme la décision comprend toujours comme sanction une peine, le principe du caractère suspensif et du délai et du recours devrait trouver son application, comme c'est le cas pour les professions d'avocat, d'architecte, d'ingénieur-conseil, d'huissier de justice, d'expert-comptable et de réviseur d'entreprises. La disposition est par conséquent à supprimer. Il semble toutefois approprié d'amender cette phrase pour dire à l'article 14 (16 selon le Conseil d'Etat) que le recours est suspensif, c'est-à-dire que les décisions n'ont autorité de chose jugée qu'après écoulement du délai de recours ou le recours ayant été vidé, sous peine de rencontrer l'opposition formelle du Conseil d'Etat.

L'alinéa 3 dispose que l'action disciplinaire et l'action publique sont indépendantes, ce qui est conforme à l'ordre public.

Article 13 (15 selon le Conseil d'Etat)

Cet article donne au directeur de l'Administration du cadastre et de la topographie le droit d'instruire les affaires dont il est saisi.

La deuxième partie de la première phrase énumère respectivement les autorités et les personnes qui peuvent le saisir. Comme cette partie de phrase énumère toute autorité et toute personne ayant un intérêt quelconque, le Conseil d'Etat propose de la supprimer et de rédiger la phrase de la façon suivante:

„Le directeur de l'Administration du cadastre et de la topographie instruit les affaires dont il est saisi ou dont il se saisit d'office dans le cadre des manquements énoncés à l'article 13.“

Une énumération aussi large que proposée n'ajoute strictement rien.

Le deuxième alinéa prévoit qu'un manquement à la discipline doit provoquer la saisine du ministre.

Le terme „inculpé“ utilisé dans les alinéas 2 et suivants est impropre, car l'inculpé est la personne qui se voit inculper d'un fait pénal par le juge d'instruction. A ce stade de la procédure, on ne peut par conséquent pas parler d'inculpé.

Le terme de „prévenu“ serait plus adéquat.

L'alinéa 3 est à préciser de la façon suivante en s'inspirant de l'article 10 du règlement grand-ducal du 8 juin 1979 relatif à la procédure à suivre par les administrations relevant de l'Etat et des communes:

„Le prévenu a le droit de se faire assister par un avocat et, dans les affaires de nature technique, par un conseil technique. Il pourra se faire représenter sous les mêmes distinctions, sous réserve des cas où sa présence personnelle est requise. En cas de désignation d'un ou de plusieurs mandataires, les communications sont notifiées au prévenu et à l'avocat ainsi qu'au conseil technique, le cas échéant.“

Le Conseil d'Etat propose de supprimer l'alinéa 4 conformément aux développements faits dans les considérations générales.

Quant au dernier alinéa, le Conseil propose de remplacer par le texte suivant, en s'inspirant de l'article 56 4. de la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'Etat, ainsi que des articles 10, 11 et 12 du règlement grand-ducal du 8 juin 1979 relatif à la procédure à suivre par les administrations relevant de l'Etat et des communes:

„Le prévenu a le droit de prendre inspection du dossier dès que l'instruction est terminée. Il peut se faire délivrer une copie de l'intégralité du dossier.“

Dès que l'instruction est terminée, le directeur notifie la clôture du dossier au prévenu et à son avocat ainsi qu'à son conseil technique, le cas échéant.

Dans les 15 jours suivant la réception de cette notification, le prévenu peut présenter ses observations et demander un complément d'instruction. Le directeur décide s'il y a lieu de donner suite à cette demande.“

Article 14 (16 selon le Conseil d'Etat)

Cet article dispose que la décision disciplinaire du ministre ayant l'Administration du cadastre et de la topographie dans ses attributions peut être entreprise par un recours devant le tribunal administratif qui statue comme juge du fond.

Il fixe encore le délai de recours à trois mois. Le Conseil d'Etat ne voit pas la raison pour laquelle le délai est si long dans une matière qui nécessite souvent célérité. Il propose de le ramener à un mois.

Quant au principe du recours devant le tribunal administratif, statuant comme juge du fond, le Conseil d'Etat approuve cette proposition.

L'observation concernant l'effet suspensif tant du délai que du recours développée au regard de l'article 12 (14 selon le Conseil d'Etat) devrait trouver sa place dans cet article. Le Conseil d'Etat propose dès lors d'insérer un alinéa 2 nouveau libellé comme suit:

„Les décisions disciplinaires n'ont autorité de chose jugée qu'après écoulement du délai de recours ou le recours ayant été vidé.“

Le Conseil d'Etat propose en outre de supprimer le dernier alinéa concernant les frais. Le directeur de l'administration mène son instruction dans le cadre de sa mission de surveillance générale et de police. De tels frais ne peuvent être mis à charge du prévenu, ceci d'autant plus qu'il n'y a aucun règlement qui définit les frais et qui fixe leur quantum.

Article 15 (17 selon le Conseil d'Etat)

Sans observation.

Article 16 (18 selon le Conseil d'Etat)

L'article 16 parle de la publication de la sanction disciplinaire de suspension temporaire ou d'interdiction d'exercer la profession de géomètre officiel.

La dernière partie de la première phrase semble être en opposition avec le deuxième alinéa de l'article 12, que le Conseil d'Etat a proposé de supprimer, qui dispose que les peines disciplinaires prennent effet à partir de la notification de la décision, alors que cet article semble aller plutôt dans le sens d'un effet suspensif du délai et du recours contre la décision du ministre.

Le Conseil d'Etat approuve l'effet suspensif du délai et du recours contre la décision du ministre. Il propose cependant de supprimer le mot „immédiatement“ qui n'ajoute rien à la phrase et de remplacer „aussitôt“ par „dès que“.

Article 17 (19 selon le Conseil d'Etat)

Cet article fixe les pénalités qu'encourt la personne qui exerce illégalement la profession de géomètre officiel, notamment par l'exercice des activités décrites à l'article 7 du projet de loi.

Compte tenu du fait que la profession de géomètre devient une profession réglementée, il y a lieu d'ajouter aussi cette profession dans cet article et de faire référence à l'article 4 qui constitue un domaine d'activité exclusif pour ces deux professions.

Pour le surplus, le Conseil d'Etat peut approuver ces dispositions, mais il propose de supprimer les termes „sans être porteur du titre de géomètre officiel“, qui n'ajoutent rien au début de phrase concernant l'exercice illégal de la profession de géomètre officiel. De même, le bout de phrase „, et notamment l'exercice des activités décrites à l'article 7 de la présente loi,“ est à supprimer, car les activités visées par cet article 7 (9 selon le Conseil d'Etat) sont les seules activités exclusives protégées du géomètre officiel, comme le prévoit l'article 24 (4 selon le Conseil d'Etat) pour la profession de géomètre, le bout de phrase n'ajoutant dès lors rien au texte.

Cet article se lira par conséquent de la façon suivante:

„**Art. 19.** L'exercice illégal de la profession de géomètre et de géomètre officiel est puni d'une amende de 10.000.– à 100.000.– francs et d'un emprisonnement de 8 jours à 6 mois ou de l'une de ces peines seulement.“

Articles 18 et 19

Ces deux articles sont à supprimer, car les dispositions relèvent du droit commun.

Article 3 (20 selon le Conseil d'Etat)

Il s'agit ici de régler les dispositions transitoires.

Le texte de l'article 3 est à reporter sous cet article. Il dispose que toutes les personnes portant actuellement le titre de géomètre diplômé et agréées par l'Etat portent le titre de géomètre officiel à partir de l'entrée en vigueur de la présente loi. Le Conseil d'Etat approuve cette disposition.

L'article 20 oblige cependant l'ingénieur géomètre, détenteur du diplôme prévu à l'article 17 de la loi modifiée du 21 juin 1973 portant organisation de l'administration du cadastre et de la topographie, et qui a exercé la profession au Grand-Duché pendant au moins 5 ans précédant la mise en vigueur de la

présente loi, à se soumettre à l'épreuve d'aptitude décrite à l'article 4, paragraphe 3, endéans les trois ans après la mise en vigueur de la présente loi.

Ce texte est en contradiction avec l'article 3 du projet de loi, du moins pour les géomètres diplômés et agréés par l'Etat qui ont moins de 5 ans depuis leur admission à la Fonction publique.

L'ingénieur géomètre diplômé, fonctionnaire public, ayant reçu une nomination définitive notamment comme géomètre diplômé et agréé au cadastre, mais n'ayant pas encore une pratique de cinq années au moment de l'entrée en vigueur de la loi, devrait de nouveau passer le stage professionnel prévu par l'article 4 (6 selon le Conseil d'Etat), paragraphe 2. Une telle mesure est inadmissible, car un fonctionnaire ayant reçu une nomination ne peut plus être obligé de passer un stage professionnel supplémentaire.

Compte tenu des considérations générales, il y a aussi lieu de supprimer la référence à l'ordre des géomètres.

Pour les ingénieurs géomètres qui ne sont pas agréés par l'Etat, la loi s'applique de toute façon, de manière que cet article est superflu.

Il se pose de toute façon la question de la dispense de stage de l'ingénieur informaticien, qui n'a aucune connaissance particulière pour être géomètre officiel, bien que d'après le texte il remplirait les conditions pour être dispensé du stage professionnel. S'y ajoute la question de la légalité des actes signés par un géomètre agréé qui ne se présente pas à l'épreuve ou qui n'y réussit pas.

Le Conseil d'Etat propose par conséquent la suppression des alinéas 1 et 2 et donc de ne reprendre que le texte de l'article 3 du projet.

PARTIE II

Modification de la loi modifiée du 28 décembre 1988 réglementant l'accès aux professions d'artisan, de commerçant, d'industriel ainsi qu'à certaines professions libérales

Articles 21 à 62 (21 selon le Conseil d'Etat)

Compte tenu des développements dans ses considérations générales, le Conseil d'Etat propose de supprimer la partie relative à la création d'un ordre luxembourgeois des géomètres, sauf l'article 21 qui deviendra l'article 1er de la loi selon le Conseil d'Etat, l'article 24 qui deviendra l'article 4 selon le Conseil d'Etat et l'article 25, alinéa 2, repris ci-après à l'article 21 (selon le Conseil d'Etat).

Pour les observations concernant le texte des articles 21 et 24 du projet, il est renvoyé aux développements y relatifs sub Partie I du projet, relatif à la loi modifiée du 28 décembre 1988 1. réglementant l'accès aux professions d'artisan, de commerçant, d'industriel ainsi qu'à certaines professions libérales; 2. modifiant l'article 4 de la loi du 2 juillet 1935 portant réglementation des conditions d'obtention du titre et du brevet de maîtrise dans l'exercice des métiers.

Ainsi, à l'article 1er alinéa 1er de la loi modifiée du 28 décembre 1988 précitée, il faudra ajouter la profession de géomètre.

A l'article 19(1) de la même loi, il y a lieu d'ajouter un point c) concernant la qualification professionnelle reprenant le deuxième alinéa de l'article 25 du projet.

L'article 21 (selon le Conseil d'Etat) pourrait dès lors se lire de la façon suivante:

„Art. 21. La loi modifiée du 28 décembre 1988 1. réglementant l'accès aux professions d'artisan, de commerçant, d'industriel ainsi qu'à certaines professions libérales; 2. modifiant l'article 4 de la loi du 2 juillet 1935 portant réglementation des conditions d'obtention du titre et du brevet de maîtrise dans l'exercice des métiers est modifiée comme suit:

1° L'article 1er est remplacé par le texte suivant:

„Art. 1er. Nul ne peut, à titre principal ou accessoire, exercer l'activité d'industriel, de commerçant ou d'artisan, ni la profession d'architecte, d'ingénieur ou de géomètre, d'expert-comptable, de conseil en propriété industrielle ou de gestionnaire d'un organisme de formation professionnelle continue sans autorisation écrite.“

2° A l'article 19 est ajouté un point c) libellé comme suit:

„c) La qualification professionnelle des géomètres résulte de la possession d'un diplôme sanctionnant une formation universitaire ou un enseignement technique supérieur à

caractère universitaire d'un Etat membre de l'Union européenne, ou reconnu équivalent, portant notamment sur une des spécialités suivantes: géodésie, topographie, cartographie, photogrammétrie ou géomatique.“ “

*

2. PROJET DE LOI

portant réorganisation de l'Administration du cadastre et de la topographie

Après avoir modifié les articles repris dans le projet de loi sous examen, il ne restera plus que trois articles de la loi du 21 juin 1973, à savoir les articles 12, 18 et 19. Le Conseil d'Etat propose par conséquent d'abroger entièrement cette loi modifiée à d'itératives reprises et de la remplacer par une loi nouvelle qui sera plus facilement lisible.

Article 63 (Articles 1er à 9 selon le Conseil d'Etat)

L'article 63 modifie les neuf premiers articles de cette loi, qui concernent essentiellement les attributions de l'administration.

L'article 1er est modifié en ce sens que l'administration passe de l'autorité du ministre des Finances à l'autorité du ministre du Budget. Le Conseil d'Etat estime que la répartition des attributions ministérielles tombe dans les compétences du Grand-Duc suivant l'article 76 de la Constitution. Il suffit par conséquent de dire que l'Administration du cadastre et de la topographie est placée sous l'autorité du ministre ayant cette administration dans ses attributions.

Dans la nouvelle formulation de *l'article 2*, les attributions de l'administration sont augmentées et amplifiées en tenant compte notamment des nouvelles exigences légales ainsi que des techniques modernes.

Le point i) attribue à l'Administration du cadastre et de la topographie l'organisation de la partie du stage professionnel des géomètres officiels stagiaires prévue par la première partie du projet de loi. Il y a lieu d'ajouter le mot „l“ après le point i) et de supprimer les mots „pour le compte“.

Le dernier alinéa de cet article est superfétatoire, alors qu'il est justement du domaine d'un règlement grand-ducal de prendre les mesures d'exécution des lois. Il est à supprimer.

L'article 3 donne compétence au ministre ayant l'Administration du cadastre et de la topographie dans ses attributions pour autoriser une nouvelle mensuration aux fins d'immatriculation et de description des immeubles aux nouveaux registres et plans cadastraux. Les auteurs du projet de loi semblent être du même avis que le Conseil d'Etat dans leur commentaire quant à l'article 1er ci-avant où ils proposent de ne pas attribuer cette administration à un ministre déterminé, mais de laisser ce choix au Grand-Duc lors de la répartition des portefeuilles. Le ministre compétent ayant été désigné à l'article 1er, il suffira de le qualifier par „le ministre“.

Le reste de l'article ne demande pas d'observation.

L'article 4 ne donne pas lieu à observation.

L'article 5 impose les frais de la nouvelle mensuration dans certaines proportions à l'Etat, aux communes et aux propriétaires.

Cet article ne donne pas lieu à observation.

L'article 6 ne donne pas lieu à observation.

L'article 7 adapte le texte à l'introduction de la nouvelle profession de géomètre officiel et fixe le dossier qui doit être remis à l'administration avec les mensurations et plans, si le géomètre officiel est externe à l'administration.

Ce dossier semble imposer une charge supplémentaire aux géomètres officiels exerçant leur profession à titre libéral, ce qui provoque certainement une distorsion des règles de la concurrence, alors que ce travail supplémentaire provoque nécessairement également un coût supplémentaire. Comme il s'agit cependant d'une mesure de sécurité juridique indispensable, cette mesure peut être approuvée.

Le paragraphe 4 de l'article ajoute qu'à défaut de plan d'arpentage dûment transcrit, l'Administration du cadastre et de la topographie n'opère pas la mutation. Le Conseil d'Etat est d'avis que la sanction que l'administration entend donner au défaut de plan d'arpentage dûment transcrit est décrite en des termes impropres. Tout d'abord, l'opération juridique de la mutation est le passage de propriété d'une main dans une autre. Ce ne peut par conséquent pas être l'administration qui opère une telle mutation, mais les parties concernées directement. La sanction devrait par conséquent être rédigée de la façon suivante: „l'Administration du cadastre et de la topographie refuse l'immatriculation sur ses registres et plans“.

La responsabilité civile du géomètre est clairement sollicitée pour ce cas de figure, car à défaut de toutes les pièces, un tel refus d'immatriculation pourra porter préjudice aux personnes qui ont opéré la mutation.

Finalement, dans cet article la référence aux alinéas est à remplacer par celle à des paragraphes, et celle à l'article 11 par celle à l'article 10. Il y a par ailleurs lieu d'écrire au paragraphe 4 „en raison de“ au lieu de „à raison de“.

L'article 8 fixe les fourchettes du coût du travail des fonctionnaires. Comme il s'agit ici d'une taxe de rémunération, le Conseil d'Etat ne voit pas l'utilité d'inscrire ce coût dans un texte législatif; il suffit de maintenir l'ancienne formulation du texte qui formera l'alinéa 2 conçu comme suit:

„Un règlement grand-ducal établira le montant et le mode de perception des taxes.“

L'article 9 modifie le texte en ce sens que les déclarations des communes ne doivent plus se faire dans les trois mois de l'acte, mais seulement une fois par année. Si le Conseil d'Etat marque son accord avec cette mesure, il suggère cependant que le législateur détermine une date fixe à laquelle ces communications devront être faites, afin de pouvoir exercer un contrôle plus facile sur ces déclarations tout en ayant la possibilité de rappeler cette obligation aux administrations avant l'échéance de la date.

Article 64

Sans observation.

Article 65 (10 selon le Conseil d'Etat)

L'article 65 modifie l'article 11 de la loi modifiée du 21 juillet 1973 quant aux pièces à joindre par les notaires aux actes translatifs, déclaratifs, constitutifs et extinctifs des droits réels immobiliers, lors de la remise de ces actes à l'Administration de l'enregistrement et des domaines.

Ces pièces sont destinées à assurer une plus grande sécurité juridique aux transferts de propriétés et cette disposition, qui deviendra *l'article 10* de la nouvelle loi, trouve par conséquent l'assentiment du Conseil d'Etat.

Article 66 (Articles 12 à 16 selon le Conseil d'Etat)

L'article 66 modifie les articles 13 à 17 de la loi modifiée du 21 juin 1973. Il en résulte que l'article 12, qui n'est pas modifié, est à reprendre en tant qu'*article 11* de la nouvelle loi.

L'article 13 (12 selon le Conseil d'Etat) dispose que l'exécution technique des mensurations réalisées par le géomètre officiel est réglée par les directives de service de l'administration.

Ces mesures pouvant être exécutées également par des géomètres officiels exerçant la profession à titre libéral, la question du caractère obligatoire des directives de service de l'administration pose problème, alors que dans le système constitutionnel actuel l'exécution d'une loi relève du règlement grand-ducal. De telles directives ne peuvent avoir un caractère contraignant légal général. Si une réglementation contraignante plus spécifique s'imposait, il y aurait lieu d'y pourvoir par des règlements grand-ducaux.

L'article 14 (13 selon le Conseil d'Etat) accorde à la seule Administration du cadastre et de la topographie l'autorisation de délivrer des extraits et copies de plans et de cartes ainsi que d'autres données.

Le Conseil d'Etat rappelle, notamment en ce qui concerne le point 4 de cet article, son avis du 9 juin 1998 relatif au projet devenu le règlement grand-ducal du 17 août 1998 portant fixation des modalités de concession de droits d'utilisation des fichiers numériques issus de la base de données topo-cartographique (BD-L-TC) du territoire national, gérée par l'administration du cadastre et de la topographie,

ainsi que son avis du 2 mai 2000 relatif au projet devenu le règlement grand-ducal du 14 septembre 2000 portant fixation des modalités de mise à disposition des données numériques issues du plan cadastral numérique – PCN.

Si le point 4 devait constituer la base légale après coup des règlements grand-ducaux précités du 17 août 1998 et du 14 septembre 2000, le Conseil d'Etat estime que la formulation proposée ne suffit pas, car notamment le règlement grand-ducal du 17 août 1998 parle de concession de droits d'utilisation et d'usage externe des fichiers, alors que le point 4 semble se limiter au rapport interne permettant tout au plus la mise à disposition des données pour les besoins propres de l'utilisateur. Il y a par conséquent lieu d'utiliser les termes „de la concession“ plutôt que ceux de „du droit d'utilisation“, notion qui est trop limitée.

L'article 15 (14 selon le Conseil d'Etat), paragraphes 8 à 10, attribue la direction des départements, services et fonctionnaires aux seuls fonctionnaires de la carrière de l'ingénieur. Si cette approche se justifie dans le cadre de l'organisation actuelle, elle n'est plus de mise, alors que le projet prévoit dans le cadre supérieur de l'administration, en dehors de la carrière de l'ingénieur, les carrières de l'attaché de gouvernement et de chargé d'études-informaticien. Par ailleurs, le texte proposé ne prévoit pas la division qui coiffe plusieurs services.

De l'avis du Conseil d'Etat, les trois paragraphes sous revue pourraient être supprimés alors que suivant le statut général de la fonction publique l'affectation à un poste est de la compétence du chef d'administration. A titre subsidiaire et afin de garantir aux fonctionnaires des différentes carrières supérieures l'accès aux postes de responsabilité, il y a lieu de libeller les paragraphes 8 à 10 comme suit:

„(8) Des ingénieurs première classe, conseillers-informaticiens première classe ou conseillers de direction première classe sont préposés aux différents départements.

(9) Des ingénieurs première classe, ingénieurs-chefs de division, conseillers-informaticiens première classe, conseillers-informaticiens, conseillers de direction première classe ou conseillers de direction sont préposés aux différentes divisions, services et circonscriptions.

(10) Des ingénieurs principaux, ingénieurs-inspecteurs, ingénieurs, conseillers-informaticiens adjoints, chargés d'études-informaticiens principaux, chargés d'études-informaticiens, conseillers de direction adjoints, attachés de gouvernement premiers en rang ou attachés de gouvernement peuvent être préposés à des services et circonscriptions suivant les besoins.“

L'article 16 (15 selon le Conseil d'Etat) donne lieu aux observations suivantes:

Le paragraphe 1er proposé réunit sous un même point différentes carrières; un tel amalgame n'est pas indiqué. Par ailleurs, il peut être fait abstraction des nombres limites prévus pour le cadre fermé des différentes carrières, ces nombres étant fixés en application de la loi modifiée du 28 mars 1986 portant harmonisation des conditions et modalités d'avancement dans les différentes carrières des administrations et services de l'Etat.

Les dispositions relatives aux conditions de l'examen de promotion peuvent être supprimées alors que la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'Etat prévoit d'ores et déjà l'examen de promotion pour les différentes carrières en question.

Au paragraphe 2, il y a lieu de prévoir en dehors des employés et des ouvriers également les stagiaires.

Compte tenu de ces observations, le Conseil d'Etat propose de donner à l'article en question la teneur suivante:

„Art. 15. (1) Le cadre de l'administration comprend, en dehors du directeur et du directeur adjoint, dans l'ordre hiérarchique les fonctions et emplois ci-après:

a) dans la carrière supérieure de l'ingénieur:

- des ingénieurs première classe;
- des ingénieurs-chefs de division;
- des ingénieurs principaux;
- des ingénieurs-inspecteurs;
- des ingénieurs.

- b) dans la carrière du chargé d'études-informaticien:
 - des conseillers-informaticiens première classe;
 - des conseillers-informaticiens;
 - des conseillers-informaticiens adjoints;
 - des chargés d'études-informaticiens principaux.
- c) dans la carrière supérieure de l'attaché de gouvernement:
 - des conseillers de direction première classe;
 - des conseillers de direction;
 - des conseillers de direction adjoints;
 - des attachés de gouvernement premiers en rang;
 - des attachés de gouvernement.
- d) dans la carrière moyenne de l'ingénieur technicien:
 - des ingénieurs techniciens inspecteurs principaux premiers en rang;
 - des ingénieurs techniciens principaux;
 - des ingénieurs techniciens;
 - des ingénieurs techniciens principaux;
 - des ingénieurs techniciens.
- e) dans la carrière moyenne du rédacteur:
 - des inspecteurs principaux 1ers en rang;
 - des inspecteurs principaux;
 - des inspecteurs;
 - des chefs de bureau;
 - des chefs de bureau adjoints;
 - des rédacteurs principaux;
 - des rédacteurs.
- f) dans la carrière moyenne du technicien diplômé:
 - des inspecteurs techniques principaux 1ers en rang;
 - des inspecteurs techniques principaux;
 - des inspecteurs techniques;
 - des chefs de bureau techniques;
 - des chefs de bureau techniques adjoints;
 - des techniciens principaux;
 - des techniciens diplômés.
- g) dans la carrière inférieure de l'expéditionnaire:
 - des premiers commis principaux;
 - des commis principaux;
 - des commis;
 - des commis adjoints;
 - des expéditionnaires.
- h) dans la carrière inférieure de l'expéditionnaire technique:
 - des premiers commis techniques principaux;
 - des commis techniques principaux;
 - des commis techniques;
 - des commis techniques adjoints;
 - des expéditionnaires techniques.

- i) dans la carrière inférieure de l'artisan:
 - des artisans dirigeants;
 - des premiers artisans principaux;
 - des artisans principaux;
 - des premiers artisans;
 - des artisans.
- j) dans la carrière inférieure du cantonnier (chaîneur):
 - des chefs de brigade dirigeants;
 - des chefs de brigade principaux;
 - des chefs de brigade;
 - des sous-chefs de brigade;
 - des chefs-chaîneurs;
 - des chaîneurs.
- k) dans la carrière inférieure du garçon de bureau:
 - des garçons de bureau principaux;
 - des garçons de bureau.

(2) Le cadre prévu ci-avant peut être complété par des stagiaires, des employés et des ouvriers de l'Etat dans la limite des crédits budgétaires.

En outre, lors de l'exécution de travaux d'une envergure exceptionnelle, des auxiliaires peuvent être engagés pour la durée de ces travaux."

L'article 17 (16 selon le Conseil d'Etat) ne donne pas lieu à observation, sauf que par la suppression du paragraphe 3 relatif à l'examen de fin de stage déjà évoquée lors de l'examen de l'article 4 du projet de loi, le paragraphe 4 en deviendra le paragraphe 3.

Les articles 18 et 19 de la loi modifiée du 21 juin 1973 deviendraient les articles 17 et 18 de la nouvelle loi, toutefois, concernant ce dernier article, la modification antérieure de la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'Etat qui avait fait l'objet du paragraphe 2 n'est pas à reporter.

Articles 67 à 69

Comme le Conseil d'Etat propose d'abroger l'ancienne loi dans son entièreté, les dispositions de cet article deviennent sans objet.

Dès lors il y aurait lieu de prévoir un article 19 conçu comme suit:

„Art. 19. La loi du 21 juin 1973 portant organisation de l'administration du cadastre et de la topographie, telle qu'elle a été modifiée par la suite, est abrogée."

Article 69 (20 selon le Conseil d'Etat)

Le Conseil d'Etat propose de reprendre, dans le cadre du présent projet de loi, cette disposition qui avait fait l'objet d'une proposition d'amendement dans le cadre de la loi du 22 décembre 2000 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'Etat pour l'exercice 2000 (*doc. parl. No 4700*). Il s'agit en l'occurrence d'une disposition qui n'a plus sa raison d'être après une période de transition de plus d'une décennie après la carrière de l'ingénieur technicien et qui conduit à des effets non voulus par le législateur à l'époque de son adoption.

Il convient dès lors d'insérer un article 20 final libellé comme suit:

„Art. 20. L'article 16^{ter} de la loi modifiée du 28 mars 1986 portant harmonisation des conditions et modalités d'avancement dans les différentes carrières des administrations et services de l'Etat est abrogé."

Suivent les textes proposés par le Conseil d'Etat.

1. PROJET DE LOI

portant création et réglementation des professions de géomètre et de géomètre officiel

Section I: Des géomètres

Art. 1er. Le géomètre est un professionnel possédant une formation scientifique et une expérience technique lui permettant de maîtriser la science des mesures. Il rassemble et évalue l'information relative au territoire dans le but de concevoir et de mettre en œuvre une gestion efficace de la terre, de la mer et des structures s'y rapportant ainsi que de promouvoir la connaissance et le développement de ces méthodes.

L'exercice de la profession de géomètre peut s'étendre à une ou plusieurs des activités suivantes, pratiquées sur, au-dessus ou en dessous de la surface terrestre ou marine, seul ou en association avec des membres d'autres professions:

- 1° la détermination de la forme de la terre et la mesure de toutes les données servant à définir les dimensions, la position, la forme et le périmètre de toute partie de la surface terrestre;
- 2° la détermination de la position d'objets dans l'espace, ainsi que celle des éléments physiques, des structures et ouvrages civils, à la surface de la terre, en sous-sol et en superstructures;
- 3° la conception, l'établissement et l'organisation des systèmes d'informations géographiques et foncières, et la saisie, l'enregistrement, l'analyse et le traitement des données internes à ces systèmes;
- 4° l'étude de l'environnement naturel et social, la mesure et l'estimation des ressources terrestres et marines, et l'utilisation de ces données dans les projets de développement des zones urbaines, rurales et territoriales;
- 5° l'aménagement foncier, les projets d'exploitation et de réorganisation de la propriété, tant urbaine que rurale, qu'elle concerne le sol ou le bâti;
- 6° l'estimation de la valeur et la gestion de la propriété, qu'elle soit urbaine ou rurale et qu'elle concerne le sol ou le bâti;
- 7° la mesure et l'implantation des travaux de construction;
- 8° la production de plans, cartes, fichiers, graphiques et rapports;
- 9° l'établissement d'un cadastre vertical dans un immeuble bâti en copropriété ou dans un ensemble immobilier complexe;
- 10° les expertises et évaluations foncières;
- 11° à condition d'avoir le titre de géomètre officiel, la fixation de la position des limites des terrains publics et privés, y compris les frontières territoriales et internationales, ainsi que l'immatriculation de ces territoires par les autorités compétentes.

Art. 2. La profession de géomètre est incompatible avec toute activité de nature à porter atteinte à l'indépendance professionnelle de son titulaire. Le géomètre ne peut occuper un emploi salarié que sous réserve des dispositions de l'article 3.

Art. 3. Pour pouvoir exercer la profession de géomètre, il faut être détenteur d'une autorisation délivrée par le ministre ayant les autorisations d'établissement dans ses attributions. Sans préjudice des dispositions de l'article 14, al. 2 de la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'Etat et de la loi du 24 décembre 1985 fixant le statut général des fonctionnaires communaux, les dispositions de l'article 2 sont inapplicables aux géomètres exerçant leur activité en qualité de fonctionnaires publics ou en qualité de salariés d'une personne physique ou morale détentrice d'un agrément gouvernemental, conformément aux articles 5 et 19, (1) a), b), c) et (2) de la loi modifiée du 28 décembre 1988 réglementant l'accès aux professions d'artisan, de commerçant, d'industriel ainsi qu'à certaines professions libérales, à condition que ces fonctionnaires et salariés n'exercent leur activité qu'au service respectivement des administrations et des collectivités publiques et des employeurs au service desquels ils sont engagés.

Art. 4. Sans préjudice des attributions réservées aux géomètres officiels, doivent être signés par un géomètre ou géomètre officiel tout plan de situation résultant du mesurage, tout plan coté et tout constat

soumis à des instances officielles, lorsque ces plans ou constats sont demandés en vue de l'octroi d'une autorisation administrative.

Sont réservées aux géomètres et géomètres officiels:

1° la certification et l'homologation des travaux suivants:

- f) l'étalonnage et le calibrage d'instruments géodésiques,
- g) l'établissement de réseaux géodésiques en partant des réseaux géodésiques nationaux,
- h) le contrôle géodésique des ouvrages d'art et des installations industrielles ou sportives,
- i) le contrôle officiel d'implantation de toute nature dans les trois dimensions selon les autorisations administratives,
- j) la pesée géométrique et la détermination géométrique de volumes;

2° la création, la gestion et la modification de toute donnée géométrique et de ses attributs, destinée à être intégrée dans un système d'informations géographiques officiel;

3° la conception et la direction des projets photogrammétriques.

Section II: Des géomètres officiels

Art. 5. Il est institué le titre de géomètre officiel en remplacement du titre de géomètre diplômé et agréé par l'Etat.

Art. 6. (1) Peuvent obtenir le titre de géomètre officiel les géomètres qui remplissent les conditions suivantes:

- a) être de nationalité luxembourgeoise ou ressortissant d'un Etat membre de l'Union européenne;
- b) avoir, soit accompli le stage et l'examen prévus au paragraphe 2, soit rempli les conditions du paragraphe 3.

(2) Les géomètres officiels doivent avoir accompli un stage professionnel de deux ans au Grand-Duché de Luxembourg, sous la tutelle d'un géomètre officiel, dont six mois au moins à l'Administration du cadastre et de la topographie. L'admission au stage auprès de l'Administration du cadastre et de la topographie ne peut avoir lieu avant la fin de la première année du stage. Les candidats sont assurés pendant la durée intégrale du stage professionnel conformément aux articles 1er et 85 du code des assurances sociales.

Les candidats passent l'examen de fin de stage devant un jury dont la composition et le mode de fonctionnement sont déterminés par un règlement grand-ducal.

L'examen de fin de stage porte sur les travaux pratiques du géomètre, ainsi que sur les connaissances en droit constitutionnel, droit civil et droit administratif luxembourgeois de même que sur l'organisation et les directives en matière cadastrale au Luxembourg. Les matières à contrôler sont déterminées par règlement grand-ducal.

Les candidats doivent en outre posséder les connaissances linguistiques nécessaires à l'exercice de leur profession au Luxembourg. Ils engagent leur responsabilité professionnelle, civile et pénale si, par suite d'une insuffisance de ces connaissances, ils commettent une erreur dans l'exercice de leur profession ou font commettre une erreur à d'autres dans l'exercice de leur profession.

(3) Les ressortissants d'un Etat membre de l'Union européenne, qui sont déjà titulaires d'un titre acquis dans un Etat membre et considéré comme équivalent à celui de géomètre officiel luxembourgeois par l'Administration du cadastre et de la topographie, sont dispensés du stage tel qu'il est décrit au paragraphe 2. Est considéré comme titre équivalent, le titre donnant droit dans un Etat membre de l'Union européenne à l'exercice de fonctions analogues à celles définies à l'article 9.

Ces personnes doivent cependant se soumettre à une épreuve d'aptitude portant sur le droit constitutionnel, le droit civil et le droit administratif luxembourgeois ainsi que sur l'organisation et les directives en matière cadastrale au Luxembourg. Les matières à contrôler sont déterminées par règlement grand-ducal.

Ces personnes doivent en outre posséder les connaissances linguistiques nécessaires à l'exercice de leur profession au Luxembourg. Elles engagent leur responsabilité professionnelle, civile et pénale si,

par suite d'une insuffisance de ces connaissances, elles commettent une erreur dans l'exercice de leur profession ou font commettre une erreur à d'autres dans l'exercice de leur profession.

Art. 7. Le titre de géomètre officiel est décerné par le ministre ayant l'Administration du cadastre et de la topographie dans ses attributions. Le géomètre officiel doit prêter devant le ministre ou son délégué le serment suivant: „Je jure fidélité au Grand-Duc, obéissance à la Constitution et aux lois de l'Etat. Je promets de remplir mes fonctions d'après les lois et règlements en vigueur, avec exactitude et probité.“ Après la prestation de serment, il est inscrit d'office au tableau des géomètres officiels prévu à l'article 12.

Art. 8. Le géomètre officiel est obligé de déposer sa signature auprès du ministre ayant l'Administration du cadastre et de la topographie dans ses attributions et ne peut changer sa signature sans en avoir donné connaissance à celui-ci.

Art. 9. Le géomètre officiel a seul qualité pour procéder aux opérations techniques ou études relatives aux limites et superficies des biens fonciers lorsque ces opérations ont pour but l'établissement de constats, procès-verbaux, plans de bornage et autres plans destinés à être annexés à des actes authentiques notariés, judiciaires ou administratifs.

Il en est de même pour toute opération de fixation de nouvelles limites de la propriété immobilière, notamment par suite de division, de partage, de morcellement, de lotissement, de remembrement ou d'échange.

Art. 10. Le titre de géomètre officiel se perd au moment:

- du dépassement de la limite d'âge de 72 ans;
- de la renonciation;
- de l'interdiction d'exercer la profession conformément à l'article 14, point 2 de la présente loi.

La perte du titre emporte la radiation d'office du tableau des géomètres officiels.

Art. 11. Tout géomètre officiel est tenu de se conformer aux directives de l'Administration du cadastre et de la topographie.

La profession de géomètre officiel est incompatible avec toute activité de nature à porter atteinte à l'intégrité de ses fonctions.

Le géomètre officiel:

- 1° doit assumer personnellement la responsabilité de tout acte professionnel s'il exerce sa profession à titre indépendant;
- 2° doit consciencieusement exécuter ses tâches de la manière la moins onéreuse pour le client.

Sans préjudice des obligations spécifiques qui précèdent, le géomètre officiel fonctionnaire doit respecter les dispositions de la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'Etat ou de la loi modifiée du 24 décembre 1985 fixant le statut général des fonctionnaires communaux.

Art. 12. Le ministre ayant l'Administration du cadastre et de la topographie dans ses attributions tient le tableau des géomètres officiels et le publie annuellement au Mémorial.

Art. 13. Sans préjudice des dispositions relatives à la discipline de la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'Etat et de la loi modifiée du 24 décembre 1985 fixant le statut général des fonctionnaires communaux, le ministre ayant l'Administration du cadastre et de la topographie dans ses attributions a le droit d'appliquer des sanctions à l'égard des géomètres officiels pour fautes commises dans les domaines professionnels énumérés à l'article 9:

- 1° en cas de violation des prescriptions légales, réglementaires ou administratives concernant l'exercice de la profession;
- 2° en cas de fautes et négligences professionnelles.

Art. 14. Les peines disciplinaires sont dans l'ordre de leur gravité:

- 1° la suspension de l'autorisation d'exercer les fonctions de géomètre officiel et de porter le titre pour une durée qui ne peut excéder six mois;

2° le retrait de l'autorisation d'exercer les fonctions de géomètre officiel et de porter le titre.

Les décisions judiciaires intervenues sur l'action publique ne forment pas obstacle à l'application des sanctions.

Art. 15. Le directeur de l'Administration du cadastre et de la topographie instruit les affaires dont il est saisi ou dont il se saisit d'office dans le cadre des manquements énoncés à l'article 13. Lors de la procédure d'instruction, il peut ordonner des enquêtes et des expertises par les délégués de l'administration.

S'il estime qu'il y a manquement à la discipline, il saisit le ministre de sa proposition motivée après avoir entendu préalablement le prévenu en ses arguments.

Le prévenu a le droit de se faire assister par un avocat et, dans les affaires de nature technique, par un conseil technique. Il pourra se faire représenter sous les mêmes distinctions, sous réserve des cas où sa présence personnelle est requise. En cas de désignation d'un ou de plusieurs mandataires, les communications sont notifiées au prévenu et à l'avocat ainsi qu'au conseil technique, le cas échéant.

Le prévenu a le droit de prendre inspection du dossier dès que l'instruction est terminée. Il peut se faire délivrer une copie de l'intégralité du dossier.

Dès que l'instruction est terminée, le directeur notifie la clôture du dossier au prévenu et à son avocat ainsi qu'à son conseil technique, le cas échéant.

Dans les 15 jours suivant la réception de cette notification, le prévenu peut présenter ses observations et demander un complément d'instruction. Le directeur décide s'il y a lieu de donner suite à cette demande.

Art. 16. Le géomètre officiel frappé de sanction peut, dans le mois de la notification de la décision, exercer un recours auprès du tribunal administratif, qui statue comme juge du fond.

Le recours est suspensif.

Art. 17. L'action disciplinaire résultant d'un manquement aux devoirs du géomètre officiel se prescrit par trois ans. Au cas où la faute constitue également une infraction à la loi pénale, la prescription de l'action disciplinaire n'est en aucun cas acquise avant la prescription de l'action publique.

Le prescription prend cours à partir du jour où le manquement a été commis; elle est interrompue par tout acte de poursuite ou d'instruction disciplinaire.

Art. 18. La suspension temporaire et le retrait de l'autorisation d'exercer la profession de géomètre officiel sont portés à la connaissance du public à la diligence du ministre ayant l'Administration du cadastre et de la topographie dans ses attributions, par insertion au Mémorial, dès que les décisions prononcées ont acquis force de chose jugée. Des plans officiels établis après ladite publication ne font pas foi.

Art. 19. L'exercice illégal de la profession de géomètre et de géomètre officiel est puni d'une amende de 10.000.- à 100.000.- francs et d'un emprisonnement de 8 jours à 6 mois ou de l'une de ces peines seulement.

Art. 20. Toutes les personnes portant actuellement le titre de géomètre diplômé et agréé par l'Etat portent le titre de géomètre officiel à partir de l'entrée en vigueur de la présente loi.

Art. 21. La loi modifiée du 28 décembre 1988 1. réglementant l'accès aux professions d'artisan, de commerçant, d'industriel ainsi qu'à certaines professions libérales; 2. modifiant l'article 4 de la loi du 2 juillet 1935 portant réglementation des conditions d'obtention du titre et du brevet de maîtrise dans l'exercice des métiers est modifiée comme suit:

1° L'article 1er est remplacé par le texte suivant:

„**Art. 1er.** Nul ne peut, à titre principal ou accessoire, exercer l'activité d'industriel, de commerçant ou d'artisan, ni la profession d'architecte, d'ingénieur ou de géomètre, d'expert-comptable, de conseil en propriété industrielle ou de gestionnaire d'un organisme de formation professionnelle continue sans autorisation écrite.“

2° A l'article 19 est ajouté un point c) libellé comme suit:

- „c) La qualification professionnelle des géomètres résulte de la possession d'un diplôme sanctionnant une formation universitaire ou un enseignement technique supérieur à caractère universitaire d'un Etat membre de l'Union européenne, ou reconnu équivalent, portant notamment sur une des spécialités suivantes: géodésie, topographie, cartographie, photogrammétrie ou géomatique.“

*

2. PROJET DE LOI

portant réorganisation de l'Administration du cadastre et de la topographie

Art. 1er. L'Administration du cadastre et de la topographie est placée sous l'autorité du ministre ayant cette administration dans ses attributions, ci-après désigné „le ministre“.

Art. 2. L'administration a les attributions suivantes:

- a) la publicité en matière de propriété et de copropriété foncières, sur la base de la documentation cadastrale, appelée documentation par la suite, et se composant des registres et des fichiers fonciers ainsi que du plan cadastral se présentant sous forme analogue, numérisée et numérique;
- b) la conservation, la mise à jour et la rénovation de cette documentation;
- c) les travaux ayant trait aux limites d'Etat du Grand-Duché de Luxembourg, des cantons, des communes et des sections;
- d) sans préjudice des compétences conférées à tous les géomètres officiels, la délimitation et le bornage des limites de propriétés, l'établissement de plans de propriété à joindre aux actes et décisions judiciaires, translatifs, déclaratifs, constitutifs ou extinctifs de droits réels immobiliers et les travaux de remembrement urbain et rural lui confiés en vertu des dispositions légales et réglementaires. Toute opération de fixation de nouvelles limites de propriété immobilière, notamment par suite de division, de partage, de morcellement, de lotissement ou d'échange;
- e) les travaux en matière d'aménagement du territoire en vertu des dispositions légales et réglementaires;
- f) la création, la gestion, la diffusion, la mise à jour et la conservation des bases de données foncières et topographiques nationales;
- g) l'établissement, la gestion, la tenue à jour et la diffusion de la documentation cartographique du territoire se présentant sous forme analogue ou digitale;
- h) l'établissement, la densification et la conservation des réseaux géodésiques nationaux en planimétrie, en altimétrie et en gravimétrie;
- i) l'organisation de la partie du stage professionnel à l'administration pour le compte des géomètres officiels stagiaires.

Art. 3. L'immatriculation et la description des immeubles aux nouveaux registres et plans cadastraux se feront sur la base d'une nouvelle mensuration autorisée par le ministre.

La nouvelle mensuration du territoire d'une commune ou d'une partie de commune comprend:

- a) la mise en place d'un canevas de repères fixes rattachés au système géodésique national;
- b) la mensuration parcellaire et le levé des détails;
- c) la confection des nouveaux plans cadastraux numériques.

Art. 4. La délimitation et le bornage des limites de propriétés sont obligatoires lors de la nouvelle mensuration.

Art. 5. Les frais de la nouvelle mensuration sont supportés par l'Etat, les communes et les propriétaires dans les proportions ci-après:

L'Etat supporte les frais de l'établissement de la triangulation, la mise en place du canevas de repères fixes, de la mensuration parcellaire, du levé des détails et de la confection des nouveaux registres et plans cadastraux.

Les frais de bornage des parcelles sont à charge de la commune pour un quart et des propriétaires pour trois quarts. La fourniture et la pose des bornes se feront sous la surveillance et le contrôle de l'administration.

Art. 6. Le bornage de propriétés contiguës effectué à la demande des propriétaires fera l'objet d'un procès-verbal de bornage signé par les parties intéressées et soumis obligatoirement à la formalité de l'enregistrement.

L'administration procède à l'inscription de la contenance comprise entre ces limites dûment bornées dans les fichiers cadastraux.

Art. 7. (1) Les actes et les décisions judiciaires, translatifs, déclaratifs, constitutifs et extinctifs de droits réels immobiliers, de même que les déclarations de succession et de mutation par décès, doivent être accompagnés d'un extrait de la matrice cadastrale et du plan cadastral datant d'un an au maximum.

(2) Lorsque les actes et les décisions judiciaires ont pour effet de fixer de nouvelles limites de propriété, notamment par suite de division, de partage, de lotissement ou d'échange, l'extrait dont il est question au paragraphe qui précède est remplacé par un plan d'arpentage datant d'un an au maximum et établi par un géomètre officiel. Ce plan doit fixer et situer les nouvelles limites obligatoirement abornées. En outre il fournit toutes les données nécessaires relatives aux parcelles et aux lots faisant l'objet desdits actes et décisions judiciaires.

(3) Au cas où le plan dont il est question au paragraphe 2 n'est pas établi par un géomètre officiel relevant de l'administration, il doit porter la mention de validation de la part de cette dernière quant à ses directives. Le géomètre officiel externe à l'administration est tenu à remettre un dossier complet de chaque mesurage à caractère officiel dressé par ses soins, au service compétent de l'administration. Les données des mesurages effectués par tout géomètre officiel sont intégrées dans la documentation cadastrale de l'administration et peuvent être exploitées et publiées suivant les attributions de celle-ci. Les droits d'auteur relatifs à ces données sont cédés gratuitement à l'administration.

(4) L'Administration de l'enregistrement et des domaines refuse la formalité aux actes non appuyés des documents visés aux paragraphes ci-dessus et à l'article 10 ci-après, ou appuyés de documents irréguliers, à moins qu'il ne soit constaté dans l'acte qu'en raison de l'urgence, expressément spécifiée, les documents n'ont pas pu être réunis. Dans ce cas spécial, le bornage prévu au paragraphe 2 de même que le levé se feront postérieurement, mais au plus tard dans les trois mois de l'acte. A défaut de plans d'arpentage dûment transcrits, l'Administration du cadastre et de la topographie refuse l'immatriculation sur ses registres et plans.

Art. 8. Les travaux de mensuration et/ou de bornage effectués par l'administration sont exclusivement à la charge des demandeurs.

Un règlement grand-ducal établira le montant et le mode de perception des taxes.

Art. 9. La construction, la transformation et la démolition de bâtiments ou annexes de bâtiments, les changements des biens-fonds qui ne font pas l'objet d'actes translatifs ou déclaratifs de propriétés immobilières, ainsi que les changements de nature de culture et d'exploitation d'un caractère permanent doivent être communiqués pour le ... de chaque année par les communes à l'administration.

Art. 10. Avec la minute des actes translatifs, déclaratifs, constitutifs et extinctifs de droits réels immobiliers, les notaires remettent un extrait de l'acte à l'Administration de l'enregistrement et des domaines, séparément pour chaque commune et chaque vendeur et couchés sur un imprimé spécial ou canevas informatique à fournir par l'Administration du cadastre et de la topographie. Cet extrait certifié exact par le notaire, mentionne toutes les données nécessaires à l'exécution des mutations cadastrales, telles que la désignation complète des propriétaires, copropriétaires et usufruitiers, avant et après la mutation, la date de naissance des vendeurs et acquéreurs, les numéros de matricule national des vendeurs et acquéreurs, la commune, la section, les numéros de parcelles, l'adresse de la parcelle et/ou le lieu-dit, la nature, la contenance, le prix des immeubles, la désignation cadastrale des lots de copropriété d'un immeuble collectif, les quotes-parts des copropriétaires, les droits réels, les renvois aux plans annexés, les titres de propriété et autres renseignements utiles, le tout d'après un modèle arrêté par l'administration.

En cas de division en lots ou de changement dans les limites des propriétés ou de fixation contradictoire de limites des propriétés, les notaires ajoutent à ces extraits une copie, signée et certifiée par les parties ou certifiée conforme par le notaire, des plans annexés à la minute.

L'Administration de l'enregistrement et des domaines vérifie ces extraits et copies de plans au vu de la minute et en transmet un exemplaire à l'Administration du cadastre et de la topographie après l'avoir muni de la relation de l'enregistrement.

Les extraits des actes administratifs, des actes authentiques passés en pays étrangers, des décisions judiciaires et des déclarations de succession et de mutation par décès, sont fournis par l'Administration de l'enregistrement et des domaines.

Art. 11. Nul ne peut s'opposer à l'exécution sur ses propriétés non closes des travaux de triangulation, de mensuration ou de nivellement entrepris pour le compte de l'Etat ou des communes par les agents de l'administration ou les personnes auxquelles elle délègue ses droits. L'installation de bornes, repères et balises ou l'établissement de signaux élevés ne peuvent être entrepris dans ces propriétés qu'après l'affichage dans les communes et sections intéressées pendant dix jours au moins d'un avis de l'administration indiquant les travaux à exécuter.

L'accès aux propriétés closes par un mur ou par des grilles ainsi que l'exécution des travaux mentionnés ci-dessus sur ces propriétés ne peuvent, à défaut d'accord amiable, avoir lieu que cinq jours après une notification aux propriétaires ou aux teneurs de biens-fonds.

Les indemnités dues pour le dommage causé par les travaux désignés ci-dessus ou lors de leur exécution sont fixées, soit par arrangement à l'amiable, soit, en cas de désaccord, par le juge de paix compétent pour le canton du fonds assujéti, qui statuera en dernier ressort dans les limites de sa compétence ordinaire et à charge d'appel, quelle que soit la valeur de l'objet en litige. L'action en indemnité est prescrite deux ans à partir du jour où le dommage a été causé.

Lorsque l'administration entend donner un caractère permanent à certains signaux, bornes et repères, elle notifie sa décision aux propriétaires intéressés. A partir de cette notification, la servitude qui résulte de la présence de ces signaux, bornes et repères, ne peut prendre fin qu'en vertu d'une décision de l'administration. La constitution de cette servitude peut donner lieu au versement d'une indemnité forfaitaire et unique qui sera fixée, soit à l'amiable, soit, en cas de désaccord, par le juge de paix compétent pour le canton du fonds assujéti, qui statuera en dernier ressort dans les limites de sa compétence ordinaire et à charge d'appel, quelle que soit la valeur de l'objet en litige. L'action en indemnité est prescrite deux ans à partir de la notification de la décision de l'administration.

Lorsque l'installation de signaux, bornes et repères à caractère permanent comporte une emprise qui dépasse un mètre carré, l'administration peut requérir l'acquisition de la propriété du terrain, soit à l'amiable, soit par voie d'expropriation pour cause d'utilité publique.

La destruction, la détérioration et le déplacement des bornes, repères et signaux donnent lieu à l'application de l'article 526 du code pénal.

Art. 12. L'exécution technique des mensurations réalisées par le géomètre officiel est régie par les directives de service de l'administration.

Art. 13. L'administration est seule autorisée:

- 1) à délivrer des extraits et des copies de plans de mesurages ou de documents cadastraux;
- 2) à faire reproduire et à délivrer des cartes dont l'établissement et la tenue à jour lui sont confiés en vertu des dispositions légales et réglementaires ainsi que les clichés photographiques qui ont servi de base à leur établissement;
- 3) à délivrer les données planimétriques, altimétriques et gravimétriques des réseaux géodésiques nationaux;
- 4) à assurer la constitution, la gestion et l'octroi de la concession et de reproduction des bases de données numériques, issues de la documentation cadastrale et géographique dans le cadre de la banque de données nationale – système d'information du territoire.

Les demandes sollicitant:

- 1) la délivrance de données cadastrales, topographiques et cartographiques;

- 2) l'accès aux banques de données de l'administration;
 - 3) les autres prestations de services;
- doivent être adressées par écrit au directeur de l'administration.

Les tarifs, conditions et modalités de délivrance ou d'accès à appliquer aux prestations et produits susvisés font l'objet d'un règlement grand-ducal.

Art. 14. (1) L'administration est placée sous les ordres d'un directeur secondé par un directeur adjoint qui le remplace en cas de besoin.

(2) Le directeur dirige, coordonne et surveille les activités de l'administration.

(3) L'administration comprend la direction, le département des services centraux, le département du cadastre et le département de la topographie.

(4) Le département des services centraux comprend:

- a) la division des services administratifs composée du service du personnel, du service de la gestion administrative, du service de la comptabilité, du service de la publicité foncière et géographique, du service des archives et du service du matériel et charroi;
- b) la division des services techniques composée du service de la vérification et du contrôle, du service de l'informatique, du service photographique, du service des reproductions et du service des missions spéciales.

(5) Le département du cadastre comprend:

- a) la division de la conservation composée du service des documents cadastraux, du service de la copropriété bâtie et du service des mutations;
- b) la division de la mensuration composée des bureaux régionaux et du service des „grands travaux“;
- c) la division de l'aménagement foncier composée du service du remembrement urbain et rural, du service de l'utilisation du sol et du service de la rénovation cadastrale.

(6) Le département de la topographie comprend:

- a) la division de la documentation géographique composée du service de l'information du territoire et du service de la cartographie;
- b) la division de la géodésie composée du service des réseaux géodésiques nationaux et du service des limites d'Etat.

(7) Le territoire du pays est divisé en circonscriptions dotées chacune d'un bureau régional. L'étendue et le nombre de ces circonscriptions, leurs sièges et leurs attributions sont fixés par règlement grand-ducal.

(8) Des ingénieurs première classe, conseillers-informaticiens première classe ou conseillers de direction première classe sont préposés aux différents départements.

(9) Des ingénieurs première classe, ingénieurs-chefs de division, conseillers-informaticiens première classe, conseillers-informaticiens, conseillers de direction première classe ou conseillers de direction sont préposés aux différentes divisions, services et circonscriptions.

(10) Des ingénieurs principaux, ingénieurs-inspecteurs, ingénieurs, conseillers-informaticiens adjoints, chargés d'études-informaticiens principaux, chargés d'études-informaticiens, conseillers de direction adjoints, attachés de gouvernement premiers en rang ou attachés de gouvernement peuvent être préposés à des services et circonscriptions suivant les besoins.

Art. 15. (1) Le cadre de l'administration comprend, en dehors du directeur et du directeur adjoint, dans l'ordre hiérarchique les fonctions et emplois ci-après:

- a) dans la carrière supérieure de l'ingénieur:

- des ingénieurs première classe;
 - des ingénieurs-chefs de division;
 - des ingénieurs principaux;
 - des ingénieurs-inspecteurs;
 - des ingénieurs.
- b) dans la carrière du chargé d'études-informaticien:
- des conseillers-informaticiens première classe;
 - des conseillers-informaticiens;
 - des conseillers-informaticiens adjoints;
 - des chargés d'études-informaticiens principaux.
- c) dans la carrière supérieure de l'attaché de gouvernement:
- des conseillers de direction première classe;
 - des conseillers de direction;
 - des conseillers de direction adjoints;
 - des attachés de gouvernement premiers en rang;
 - des attachés de gouvernement.
- d) dans la carrière moyenne de l'ingénieur technicien:
- des ingénieurs techniciens inspecteurs principaux premiers en rang;
 - des ingénieurs techniciens principaux;
 - des ingénieurs techniciens;
 - des ingénieurs techniciens principaux;
 - des ingénieurs techniciens.
- e) dans la carrière moyenne du rédacteur:
- des inspecteurs principaux 1ers en rang;
 - des inspecteurs principaux;
 - des inspecteurs;
 - des chefs de bureau;
 - des chefs de bureau adjoints;
 - des rédacteurs principaux;
 - des rédacteurs.
- f) dans la carrière moyenne du technicien diplômé:
- des inspecteurs techniques principaux 1ers en rang;
 - des inspecteurs techniques principaux;
 - des inspecteurs techniques;
 - des chefs de bureau techniques;
 - des chefs de bureau techniques adjoints;
 - des techniciens principaux;
 - des techniciens diplômés.
- g) dans la carrière inférieure de l'expéditionnaire:
- des premiers commis principaux;
 - des commis principaux;
 - des commis;
 - des commis adjoints;
 - des expéditionnaires.
- h) dans la carrière inférieure de l'expéditionnaire technique:
- des premiers commis techniques principaux;

- des commis techniques principaux;
 - des commis techniques;
 - des commis techniques adjoints;
 - des expéditionnaires techniques.
- i) dans la carrière inférieure de l'artisan:
- des artisans dirigeants;
 - des premiers artisans principaux;
 - des artisans principaux;
 - des premiers artisans;
 - des artisans.
- j) Dans la carrière inférieure du cantonnier (chaîneur):
- des chefs de brigade dirigeants;
 - des chefs de brigade principaux;
 - des chefs de brigade;
 - des sous-chefs de brigade;
 - des chefs-chaîneurs;
 - des chaîneurs.
- k) Dans la carrière inférieure du garçon de bureau:
- des garçons de bureau principaux;
 - des garçons de bureau.

(2) Le cadre prévu ci-avant peut être complété par des stagiaires, des employés et des ouvriers de l'Etat dans la limite des crédits budgétaires.

En outre, lors de l'exécution de travaux d'une envergure exceptionnelle, des auxiliaires peuvent être engagés pour la durée de ces travaux.

Art. 16. (1) Sans préjudice des conditions générales d'admission au service de l'Etat, les matières spécifiques d'examen et les conditions particulières d'admission au stage, de nomination et de promotion dans l'administration sont déterminées par règlement grand-ducal.

(2) Les fonctionnaires de la carrière supérieure de la filière de l'ingénieur ou de celle du chargé d'études-informaticien doivent être:

- a) détenteurs d'un certificat de fin d'études secondaires, luxembourgeois ou étranger reconnu équivalent suivant la réglementation luxembourgeoise en vigueur;
- b) détenteurs d'un diplôme d'ingénieur portant notamment sur une des spécialités suivantes: géodésie, topographie, photogrammétrie, cartographie, géomatique ou informatique.

Ce diplôme doit être délivré par une université ou un établissement d'enseignement supérieur à caractère universitaire après un cycle d'études sur place d'au moins quatre années et être inscrit au registre des diplômes prévu à l'article 1er de la loi du 17 juin 1963 ayant pour objet de protéger les titres d'enseignement supérieur.

(3) Pour être nommés aux fonctions de directeur et de directeur adjoint, les candidats doivent avoir le titre de géomètre officiel.

Art. 17. (1) Sont nommés par le Grand-Duc les fonctionnaires des grades supérieurs à ceux de rédacteur principal ou de technicien principal.

(2) Le ministre ayant l'administration dans ses attributions nomme aux autres fonctions.

Art. 18. Sont classées comme suit à la rubrique I „Administration générale“ de l'annexe A de la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'Etat les fonctions désignées ci-après:

le directeur au grade 17

le directeur adjoint au grade 16
l'ingénieur-chef de division au grade 15.

Art. 19. La loi du 21 juin 1973 portant organisation de l'administration du cadastre et de la topographie, telle qu'elle a été modifiée par la suite, est abrogée.

Art. 20. L'article 16^{ter} de la loi modifiée du 28 mars 1986 portant harmonisation des conditions et modalités d'avancement dans les différentes carrières des administrations et services de l'Etat est abrogé.

Ainsi délibéré en séance plénière, le 19 juin 2001.

Le Secrétaire général,
Marc BESCH

Le Président,
Marcel SAUBER